

RAPPORT N° 2022/5-10
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 27 octobre 2022

OBJET : CREATIONS DE POSTES ET ACTUALISATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Conformément à l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

L'aménagement équilibré et harmonieux du territoire constitue un des axes majeurs de notre projet de mandature « CINOR TERRE D'AVENIR 2030 »,

A ce titre, il convient de renforcer les organisations internes chargées de la mise en œuvre de ces politiques publiques.

Par ailleurs, en application de l'article L. 332-24 du code général de la fonction publique, les collectivités territoriales peuvent désormais, pour mener à bien un projet ou une opération identifiée, recruter un agent sous contrat dont l'échéance est la réalisation du projet ou de l'opération.

La procédure de recrutement sous contrat de projet doit respecter la procédure prévue pour les emplois permanents, fixée par le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019, et fait l'objet d'une déclaration de vacance d'emploi.

Aussi, il vous est proposé de créer les trois postes suivants qui sont pris en charge financièrement par l'Etat à hauteur de 80% :

- 1 poste **non permanent** sous contrat de projet d'une durée de 30 mois à temps complet, rattaché à la **direction de l'Aménagement et de l'Habitat** (cat B de la filière technique), pour exercer les fonctions de **chef.fe d'opérations insalubrité**, dans le cadre du Plan Intercommunal de Lutte contre l'Habitat Indigne (**PILHI**).

Missions : Placé sous l'autorité du coordonnateur PILHI, il.elle sera chargé.e de mettre en œuvre les actions de lutte contre l'habitat indigne, mettre en place les procédures de traitement de l'habitat indigne en collaboration avec les partenaires, assurer le suivi des montages techniques et financiers, s'assurer de la salubrité des constructions d'habitations, effectuer des diagnostics techniques,...

- 1 poste **non permanent** sous contrat de projet d'une durée de 30 mois à temps complet, rattaché à la **direction de l'Aménagement et de l'Habitat** (cat B de la filière administrative), pour exercer les fonctions de **chargé.e d'affaires sociales** dans le cadre du Plan Intercommunal de Lutte contre l'Habitat Indigne (**PILHI**).

Missions : Placé sous l'autorité du coordonnateur PILHI, il.elle sera chargé.e de mettre en œuvre et coordonner l'ensemble des actions sociales du PILHI avec les partenaires du territoire.

- 1 poste **non permanent** sous contrat de projet d'une durée de 30 mois à temps complet, rattaché à la **direction de l'Aménagement et de l'Habitat** (cat C de la filière administrative), pour exercer les fonctions de **assistant.e administratif.ve** dans le cadre du Plan Intercommunal de Lutte contre l'Habitat Indigne (**PILHI**).

Missions : Placé sous l'autorité du coordonnateur PILHI, il.elle sera chargé.e d'assurer le suivi administratif, de préparer les dossiers, d'assurer l'accueil, de participer à la préparation des comités de pilotages et à toute mission administrative.

D'autre part, le projet de mandature a également posé deux axes forts relatifs à la gestion des ressources humaines de la collectivité, passant par une remobilisation des compétences internes, en privilégiant l'implication des agents dans le projet intercommunal et en favorisant l'émergence de nouvelles pratiques professionnelles.

Aussi, suite à un diagnostic issu d'un processus mené avec l'aide du CDG Réunion, une réflexion a été menée pour une réorganisation plus efficiente et plus décloisonnée de la direction des ressources humaines en deux pôles au lieu des trois existants antérieurement.

Dans le cadre de cette réorganisation, il vous est proposé de créer 3 postes qui seront pourvus par voie de mobilité interne. Par conséquent, leur création n'aura pas d'impact budgétaire

- 1 poste **permanent** à temps complet, rattaché à la **direction des ressources humaines** (cat A des filières administratives, techniques, sociales, médico-sociales), pour exercer les fonctions de **responsable du pôle accompagnement, relations sociales, santé au travail**

Missions : Placé sous l'autorité du DRH, il.elle sera chargé.e de coordonner et de piloter la cellule prévention, hygiène, sécurité, la cellule formation et la cellule accompagnement, relations sociales, organiser le fonctionnement du CST, le dialogue social, l'action sociale,...

- 1 poste **permanent** à temps complet, rattaché à la **direction des ressources humaines** (cat A de la filière administrative, pour exercer les fonctions de **responsable du pôle pilotage, gestion des carrières et des effectifs**

Missions : Placé sous l'autorité du DRH, il.elle sera chargé.e de coordonner et de piloter la cellule carrière-payé et la cellule mobilité, recrutement. Il.elle aura aussi en charge de mettre en place des tableaux de bord de pilotage, de participer au suivi budgétaire, à la prospective financière, ...

- 1 poste **permanent** à temps complet, rattaché à la **direction des ressources humaines** (cat B de la filière administrative), pour exercer les fonctions de **responsable et gestionnaire de la cellule carrière paye.**

Missions : Placé sous l'autorité du. de la **responsable du pôle pilotage, gestion des carrières et des effectifs**, il.elle sera chargé.e de coordonner l'activité de l'ensemble des gestionnaires de la carrière paye, d'assurer le bon déroulement des processus divers relatifs à la paye ou à la carrière des agents.

S'agissant d'une part de créations de postes non permanents et d'autre part, pour les postes permanents, de mouvements internes à la collectivité, le tableau des effectifs transmis en annexe reste inchangé par rapport au précédent tableau approuvé par le bureau communautaire du 15 septembre 2022. Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

Par conséquent, il vous est demandé :

- D'approuver la création des emplois indiqués dans le rapport
- Prendre acte du tableau des effectifs joint en annexe, inchangé par rapport à la dernière version approuvée par le bureau communautaire

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N° 2022/5-10
du Bureau de la Communauté
en séance du 27 octobre 2022**

OBJET : CREATIONS DE POSTES ET ACTUALISATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/5-10 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver la création des emplois indiqués dans le rapport.

ARTICLE 2

De prendre acte du tableau des effectifs joint en annexe, inchangé par rapport à la dernière version approuvée par le bureau communautaire

Nombre de votants : 15 (dont 1 procuration) Suffrages exprimés : 15 Vote pour : 15 Vote contre : 00 Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

09 NOV 2022

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20221027-BC2022-5-10-DE Date de télétransmission : 10/11/2022 Date de réception préfecture : 10/11/2022
